Abir Kréfa et Amélie Le Renard, *Genre et féminismes au Moyen-Orient et au Maghreb*, Paris, Amsterdam, collection « Contreparties », 2020.

Présentation du livre

D'après le stéréotype, les femmes vivant au Maghreb et au Moyen-Orient sont opprimées par une religion patriarcale et des traditions ancestrales. Ce petit livre donne à voir une réalité, ou, plutôt, des réalités différentes.

Loin d'être un tabou, les droits et modes de vie des femmes constituent dans cette région une question centrale depuis le XIX^{e} siècle, où, dans des situations de domination coloniale ou impériale, de multiples formes de prédation économique, d'exploitation et de guerre ont bouleversé les rapports de genre. L'ouvrage analyse les résistances opposées par ces femmes, qu'elles soient rurales ou urbaines, des classes populaires ou lettrées. Il met en lumière leurs usages diversifiés de l'islam, mais aussi leurs mobilisations pour l'emploi, contre les colonialismes, les guerres et les occupations – ou, plus récemment, à la faveur des révolutions, les luttes contre le racisme et l'oppression des minorités sexuelles et de genre. Encastrés dans des histoires politiques, sociales et économiques singulières, les transformations et mouvements liés aux rapports de genre représentent un enjeu essentiel pour le Maghreb et le Moyen-Orient du XXI^{e} siècle.

Introduction

Depuis plus de trois décennies, le genre tient une place centrale dans les discours qui, en France, stigmatisent l'islam et les populations musulmanes, les associent au « terrorisme » et à la « violence », les décrivent comme une « menace » pour la démocratie et la République. D'après ces discours, la France aurait consacré l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi qu'entre les sexualités, alors que les musulman.e.s seraient par essence sexistes et homophobes. Des banlieues populaires françaises à Téhéran, en passant par

Riyad et Alger, l'islam comme « religion » et/ou l'islam comme « culture » seraient uniformément oppressifs à l'endroit des femmes et des minorités sexuelles.

Du postulat d'un islam intrinsèquement tyrannique envers les femmes découlent deux stéréotypes complémentaires : celui, d'une part, de la femme musulmane aliénée car adhérant à une religion qui ne peut que l'opprimer ; celui, d'autre part, de la femme qui, née dans une famille ou une « communauté » musulmane, ne peut se libérer qu'en rompant avec l'islam. Ce discours, qui irrigue particulièrement les médias de masse, se retrouve aussi dans des médias plus indépendants et à l'audience plus réduite. Il n'est pas non plus spécifique à un camp idéologique ou partisan, puisqu'il est tenu par des personnalités politiques allant de l'extrême-gauche à l'extrême-droite.

Système d'infériorisation culturelle et matérielle des personnes musulmanes ou perçues comme telles, l'islamophobie revêt en France de multiples visages. La stigmatisation permanente constitue une violence verbale et symbolique, mais pas seulement : en justifiant des mises à l'index et à l'écart, elle légitime aussi des violences physiques. Parce qu'elles sont au centre des discours, les femmes musulmanes forment aussi une cible privilégiée des violences islamophobes : dénigrement et injures, discriminations, en particulier sur le marché du travail, exclusion d'autres biens publics comme l'éducation[1]. La loi de 2004 prohibant les signes religieux dits « ostentatoires » dans les établissements scolaires publics a conduit à la déscolarisation de centaines d'adolescentes, pour la plupart originaires des milieux populaires. Les violences physiques contre les femmes portant le voile en France dans les espaces publics sont fréquentes. Elles sont perpétrées par des hommes inconnus des victimes, à la différence de la majeure partie des violences sexistes[2].

Les stéréotypes sur les sociétés dites « musulmanes », qui irriguent les discours utilisés à l'encontre des femmes musulmanes en France, servent également à légitimer des guerres qui produisent d'innombrables victimes à l'extérieur des frontières territoriales, du fait de la politique étrangère française ou d'autres pays hégémoniques[3]. C'est ainsi officiellement pour libérer les femmes musulmanes de la tyrannie des « talibans » qu'a été menée la guerre états-unienne contre l'Afghanistan.

En tant que sociologues travaillant sur ces questions et publiant dans le contexte français, nous avons été confrontées à ces stéréotypes dès nos premières recherches, lorsque nous présentions publiquement nos travaux ou dans des interactions plus ordinaires. Enquêtant, l'une sur les rapports des femmes à l'espace public et les transformations des normes de féminité dans la capitale saoudienne[4], l'autre sur l'univers littéraire tunisien et la place des écrivaines en son sein[5], nous avons dû déconstruire des idées reçues, comme la claustration des Saoudiennes ou l'interdiction globale faite aux Tunisiennes de prendre la plume et de publier. Ces réactions fréquentes reproduisaient l'exotisation des sociétés que nous étudiions, renvoyées à un tout homogène et radicalement autre vis-à-vis de « l'Occident », et assimilaient les femmes de ces sociétés aux « musulmanes » en général. Il nous semble donc important de défaire ces imaginaires.

La démarche adoptée dans ce livre consiste, dans la continuité de nos recherches respectives, à se distancier du sens commun pour donner à voir un monde différent, ou plutôt *des* mondes différents. Nous voudrions d'abord éclairer les formes plurielles des résistances et mobilisations des femmes au Maghreb et au Moyen-Orient ; mettre en lumière les usages diversifiés de l'islam, qui ne revêtent en effet pas le même sens selon les contextes. Cela requiert de rompre avec l'appréhension de l'islam en tant qu'ensemble figé de règles, ce que suggère par exemple l'emploi journalistique du terme *charia* : en

réalité, les sources de la doctrine et du droit islamiques sont larges, les traditions multiples, la jurisprudence mouvante et les débats nombreux. Des femmes s'y sont fait une place en tant que savantes religieuses ou féministes islamiques.

Par ailleurs, on croit souvent que le féminisme au Maghreb et au Moyen-Orient est faible, récent et d'inspiration « occidentale ». Contre cette idée reçue, notre livre met en évidence les racines anciennes de ces féminismes et leurs histoires singulières. Ces derniers se sont certes, depuis plus d'un siècle, situés par rapport aux féminismes européens, mais ils ne se réduisent pas, loin de là, à leur réappropriation. Les militantes pour les droits des femmes ont développé leurs propres thématiques et dynamiques et se qualifient d'ailleurs rarement de « féministes ». Car si, dans les contextes occidentaux, l'usage du terme « féministe » ne va pas forcément de soi, l'utiliser est autrement difficile dans les pays du Moyen Orient et du Maghreb : fréquemment tenu pour « occidental », il est disqualifié en tant que cheval de Troie de l'impérialisme.

Une autre idée reçue que ce livre vise à défaire concerne les revendications des femmes, qui, en France, font souvent l'objet d'une médiatisation sélective. Par exemple, les libertés et droits individuels ne constituent qu'une partie des doléances des femmes du Maghreb et du Moyen-Orient. Aussi traiterons-nous aussi de luttes dont les échos franchissent rarement la Méditerranée, comme les mobilisations pour l'emploi ou contre les colonialismes, les guerres et les occupations, ainsi que des manières dont ces derniers ont bouleversé la vie des femmes et leurs conditions d'existence.

Les engagements des femmes ne se réduisent pas non plus aux quelques figures présentées en France comme des individus extraordinaires. Corollaire du stéréotype de la femme passive et victime, la « femme d'exception en quête de liberté individuelle » occulte autant le caractère collectif des résistances que la multiplicité des oppressions : le genre, mais aussi la classe et les hiérarchies géopolitiques. Ces dernières années, d'autres luttes ont émergé à la faveur des révolutions, qui dénoncent le racisme et l'oppression des minorités sexuelles et de genre. On enjoint souvent aux femmes du Maghreb et du Moyen-Orient de parler de sexualité, et nombre de reportages et d'articles journalistiques ont été consacrés à cette thématique ; mais leurs préoccupations peuvent être tout autres, et certaines remettent en cause le cadre hétérosexuel que les producteurs médiatiques tiennent pour une évidence.

Ce livre répond à une dernière idée reçue : on a tendance à établir une continuité entre les minorités musulmanes en Europe et aux États-Unis, d'une part, et, d'autre part, les sociétés majoritairement musulmanes, à croire que les immigré.e.s originaires du Moyen-Orient et du Maghreb et leurs descendant.e.s ont importé leurs pratiques patriarcales et menacent l'égalité entre hommes et femmes supposée acquise dans les pays occidentaux. Nous prendrons nos distances avec ces représentations essentialistes. Car, à supposer qu'il existe des similarités entre les femmes issues des minorités musulmanes dans les pays occidentaux et celles vivant au Moyen-Orient et au Maghreb, elles ne résident certainement pas dans un patriarcat identique : sur la seule rive sud de la Méditerranée, les conditions de vie et d'existence des femmes sont d'une grande diversité. Et si certaines thématiques et revendications circulent d'une société à une autre, il existe aussi des décalages, voire des incompréhensions et des malentendus liés aux différences de contextes et d'enjeux nationaux. La conclusion reviendra sur ce point.

Notre livre ne se borne pas à battre en brèche les clichés. En s'appuyant sur des travaux diversifiés, il revient sur les usages politiques des stéréotypes, qu'il inscrit dans une histoire de longue durée particulièrement liée à la genèse des nationalismes, à partir de la seconde

moitié du XIX[e] siècle, dans le contexte des impérialismes européens. Tous les nationalismes ont défini des modèles de féminité et de masculinité, des façons normées d'être socialement une femme ou un homme. Ces dernières délimitent des frontières entre les nations et sont aujourd'hui constamment activées : dans les pays occidentaux, les discours hégémoniques situent les sociétés à majorité musulmane sur une échelle « civilisationnelle » plus basse, en se fondant sur le traitement indigne qui serait infligé aux femmes et aux minorités sexuelles.

Les stéréotypes de genre servent aussi à tracer des frontières entre « eux » et « nous » au sein même du Maghreb et du Moyen-Orient. En Tunisie, par exemple, le port de la burqa est devenu possible dans le sillage de la révolution, au nom des libertés individuelles (vestimentaire ou religieuse notamment). Il a immédiatement suscité une levée de boucliers : on l'a décrié comme « l'importation » d'un modèle « arriéré » de féminité et d'arrangement entre les hommes et les femmes provenant de pays qui maltraitent « leurs » femmes. L'opposition à cette pratique vestimentaire s'inscrit dans la vieille controverse entre « authenticité » et « importation » dont ce livre reconstitue l'émergence. Elle a agrégé des Tunisien.ne.s musulman.e.s, pratiquant.e.s ou non, croyant.e.s, agnostiques ou athées, pour qui l'islam spécifique à la Tunisie n'exige pas le voilement du visage. À Riyad, capitale de l'Arabie saoudite, dans les années 2000, c'était au contraire le voilement du visage des femmes qui, pour certaines personnes, devait distinguer les Saoudiennes des habitantes étrangères de la ville et matérialiser une meilleure compréhension de l'islam et un plus grand respect des femmes dans leur intégrité. Nous proposerons, grâce à un détour historique, quelques clés de lecture des enjeux contemporains.

Polarisante, la question des femmes l'est aussi à l'intérieur de chaque société. C'est par rapport à elle que se tracent les distinctions entre progressistes et conservateurs, libéraux et islamistes. Les différentes formations politiques en concurrence doivent soigner leur image auprès des femmes, afin d'en recruter, d'emporter leur adhésion ou leur vote. Les controverses discursives et les prises de position, au sujet, par exemple, des réformes juridiques des codes de la famille, ne renseignent cependant pas sur les manières dont les différentes mouvances politiques sont, dans les faits, structurées par les rapports de genre. C'est la raison pour laquelle ce livre opère une plongée dans les organisations politiques de la région, en s'intéressant de près au travail militant. Un chapitre entier est aussi consacré aux enjeux plus généraux que sont le travail et l'emploi, à l'aune du genre.

Il nous a semblé essentiel de remettre le travail, son exploitation et les inégalités socio-économiques au centre de l'analyse parce que le genre est de plus en plus appréhendé dans une acception libérale, en partie due à sa réappropriation et diffusion par les organisations internationales et aux programmes qu'elles promeuvent. Le financement par diverses organisations internationales de projets d'« *empowerment* » des femmes laisse de côté le problème structurel et global de l'inégale distribution des richesses à l'échelle des sociétés concernées et, plus encore, au niveau international. De plus en plus, le genre est réduit à sa dimension symbolique : l'enjeu serait d'agir sur les stéréotypes et les représentations, sans remettre en cause les inégalités socio-économiques d'accès aux biens fondamentaux (éducation, santé, etc.). C'est pourquoi ce livre appréhende le genre comme principe de hiérarchisation entre les hommes et les femmes, ainsi qu'entre les représentations et les valeurs (« féminité » et « masculinité », « masculin » et « féminin ») qui leur sont associées, en plaçant la focale sur les deux principaux sites de production et de reproduction du genre : le travail, d'une part, la sexualité, d'autre part. Plutôt délaissée car associée au marxisme, la notion d'exploitation est nécessaire à la compréhension de la

fabrique du genre. Ce livre la remet au centre de l'analyse, tout en prêtant attention aux discours et idéologies qui la légitiment.

Ce livre porte sur les sociétés du Moyen-Orient et du Maghreb. Aucune homogénéité ne justifie ce choix : si les sociétés dont nous parlons ici sont majoritairement musulmanes et invariablement perçues à travers ce prisme dans les médias européens et nord-américains, les institutions religieuses, confessions et pratiques diffèrent fortement d'un pays à l'autre et au sein même de chaque société. En outre, les sociétés concernées comportent des minorités religieuses, animistes, chrétiennes, juives et/ou musulmanes. Elles comptent aussi des personnes agnostiques ou athées. L'arabité n'est pas non plus un critère unifiant ; outre qu'elle a eu historiquement de nombreuses définitions (généalogique, linguistique…) et a incorporé des populations d'origines variées, certains groupes sociaux, tels les Kurdes et les Amazigh, n'y sont pas assimilés ; ils parlent d'autres langues et revendiquent d'autres identités. Les États turc et iranien contemporains, que nous évoquons dans ce livre, se sont construits contre l'arabité. La majorité des habitant.e.s des Émirats arabes unis et du Qatar ont la nationalité indienne tout en étant, pour une partie, né.e.s dans ces pays.

Ce qui justifie d'aborder toutes ces sociétés dans un même ouvrage, c'est d'abord le fait que, depuis le xix^{e} siècle, les impérialismes, européens puis états-unien, les ont réduites à une image stéréotypée tout en cherchant à les dominer. Le genre et la sexualité ont été – et demeurent – au centre des représentations des sociétés dites « orientales » puis « arabo-musulmanes » comme homogènes, différentes et rétrogrades[6]. Il importe dès lors de remettre les politiques de modernisation nationale, le capitalisme et le colonialisme au centre des études sur les femmes du Moyen-Orient. Ce livre se situe, par là, dans la lignée des approches postcoloniales du genre. Dans un ouvrage emblématique de ces recherches, Lila Abu Lughod[7] montre que les discours sur le genre au Moyen-Orient et au Maghreb ne peuvent être expliqués sans les définitions coloniales de « l'arriération » : ils ont été façonnés par les stéréotypes produits par les Européen.ne.s au cours de la colonisation. Si ces discours ont été diversement reçus par les élites des sociétés concernées, ces dernières n'y ont pas été indifférentes, au contraire.

L'impérialisme européen a concerné l'ensemble des sociétés du Moyen-Orient et du Maghreb. L'Algérie a été une colonie de peuplement française (1830-1962), le Maroc (1912-1956) et la Tunisie (1881-1956) des protectorats, la Libye une colonie italienne (1911-1947). L'Égypte a été occupée par l'armée britannique de 1882 à 1956 (officiellement un protectorat de 1914 à 1922) et le Soudan de 1899 à 1956. En 1916, après la chute de l'Empire ottoman, la France et la Grande-Bretagne se sont secrètement partagé le Proche-Orient avec les accords Sykes-Picot : les territoires du Liban et de la Syrie sont alors devenus des mandats français (1920-1944), tandis que la Grande-Bretagne contrôlait la Palestine (1920-1947) ainsi que les territoires actuels de la Jordanie (1920-1946) et de l'Irak (1920-1932, domination britannique de fait jusqu'en 1958). Les actuels émirats du Golfe sont issus de protectorats britanniques établis à partir de la fin du xix^{e} siècle pour mieux contrôler la route des Indes. Leur indépendance date seulement des années 1970[8]. Le protectorat britannique d'Aden devient la République populaire du Yémen du Sud, gouvernée par un régime marxiste, en 1967. Le centre de la péninsule Arabique n'a jamais été formellement colonisé mais l'Arabie saoudite, État qui n'existe dans ses frontières actuelles que depuis 1932, n'aurait pas existé sans le soutien de la Grande-Bretagne à son fondateur ; elle devient, à partir de 1945, « le royaume de l'Amérique[9] ». Ni l'Iran, convoité par les empires britannique et russe à la fin du xix^{e} siècle, ni la Turquie, dont les frontières ont été fixées par les puissances européennes, n'ont été formellement colonisés. Leurs

gouvernements respectifs ont néanmoins promu l'idée de modernité européenne au point que Reza Shah Pahlavi, souverain d'Iran, a imposé en 1936 l'interdiction du voile dans les espaces publics. Plus largement, à partir de la fin du xix^{e} siècle, la dichotomie entre une modernité associée à l'Europe et des traditions rétrogrades dont les sociétés du Moyen-Orient et du Maghreb devraient se débarrasser est omniprésente parmi divers courants modernistes, nationalistes ou réformistes islamiques[10]. Ainsi s'éclaire la centralité politique des questions de genre et de sexualité depuis cette période et jusqu'à aujourd'hui : de nombreux discours contemporains se focalisent sur les liens entre genre, religion et culture pour juger du caractère moderne, rétrograde, authentique, occidentalisé ou moralement corrompu des sociétés concernées. Les pratiques sociales sont souvent en décalage avec ces discours.

Dans ce livre, nous nous appuyons sur les très nombreuses recherches en sciences sociales qui étudient les rapports de genre et les transformations des féminités et masculinités au Moyen-Orient sous un angle analytique, en s'intéressant tant aux discours qu'aux pratiques contemporaines dans leur diversité. Ces recherches sont peu visibles en France. Cela nous semble significatif d'une réticence à déconstruire les stéréotypes omniprésents sur ces questions. Les travaux universitaires qui les invalident n'ont à ce jour pas été publiés sous des formes susceptibles de dépasser les cercles académiques. En France, la scène éditoriale axée sur le Moyen-Orient et le Maghreb est dominée par des livres consacrés à l'islam politique, au terrorisme et à la géopolitique, généralement écrits par des hommes qui, au mieux se désintéressent de la question du genre, au pire la méprisent. Quant aux ouvrages traitant des questions de genre et de féminisme chez des éditeurs extra-universitaires, ils sont le plus souvent centrés sur des cas européens et nord-américains. On continue bien souvent de penser que les droits des femmes et les militantismes féministes sont plus avancés dans les sociétés « occidentales », voire exclusifs à celles-ci.

Si les recherches sur le genre au Moyen-Orient et au Maghreb sont foisonnantes, elles ne concernent pas toutes les sociétés. Pour la période contemporaine, de très nombreuses recherches portent sur l'Égypte, le Maroc, les territoires palestiniens occupés, le Liban, l'Iran et la Turquie, mais très peu sur la Syrie, la Libye et l'Arabie saoudite, par exemple. Dans les premiers pays, il existe des institutions, associations ou collectifs qui soutiennent les études de genre, pour certains depuis plusieurs décennies : par exemple, l'Institut d'étude des femmes[11], fondé en 1994 à l'Université de Birzeit, située à côté de Ramallah ; la revue bilingue *Al-Raida*, qui signifie « la pionnière » à juste titre puisqu'elle a été créée en 1976, ou la plus récente revue *Kohl*, toutes deux basées à Beyrouth ; le forum « Femmes et Mémoire » (al-mar'a wa-l dhakira)[12], centre de documentation fondé au Caire en 1995. Dans les seconds pays, aucune initiative comparable n'a pu se concrétiser à notre connaissance.

Les recherches conduites sur le genre dans les universités du Moyen-Orient et du Maghreb souffrent d'un manque de visibilité particulier. Diverses raisons peuvent l'expliquer, à commencer par la hiérarchisation globale et générale des savoirs qui dépasse de très loin ce cas. En outre, les États post-indépendants n'ont pas investi dans les sciences sociales, mais plutôt dans l'ingénierie ou encore l'informatique, vus comme centraux pour le « développement » – ce qui a encore à voir avec une certaine vision de la modernité et du progrès. Les recherches existantes en sciences sociales sont difficilement accessibles car les institutions n'ont pas soutenu matériellement leur publication, leur mise en ligne, etc. Ainsi, lors de nos thèses respectives, nous avons trouvé, à force de chercher dans des bibliothèques sans référencement informatique, des textes qui nous ont été précieux pour comprendre les sociétés que nous étudiions. Nous n'avons pas pu faire ce travail pour

toutes les sociétés évoquées ici ; de ce fait, nous ne rendons pas justice à des recherches conduites parfois dans des conditions financières et politiques très précaires, et qui sont malheureusement difficiles à trouver. La majorité des recherches que nous citons, quoique souvent menées par des personnes provenant des sociétés concernées, sont publiées en anglais et en français, par des éditeurs basés aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France.

Le livre ne prête pas au religieux une valeur explicative, mais tente d'en comprendre les usages contextualisés. Autrement dit, contre les explications culturalistes selon lesquelles « l'islam » déterminerait les comportements individuels, il s'agit de restituer les diverses façons dont les personnes, les groupes ou institutions le mobilisent ou non, dans quel contexte et de quelle manière. Les représentations des féminités et des masculinités, les marges d'autonomie des femmes et leurs capacités de résistance individuelles ou collectives dépendent des ressources et des contraintes socio-économiques, des politiques étatiques, des rapports de force géopolitiques, etc.

Le cœur de notre propos est de montrer comment les rapports entre hommes et femmes, les définitions des féminités et masculinités respectables ou déviantes, sont imbriquées avec l'histoire de la colonisation, de l'impérialisme et du capitalisme. Les transformations des rapports de genre sont liées aux colonisations, aux bouleversements du travail, à l'impact des guerres, mais aussi à différentes formes de luttes.

Illustration : le carré féministe dans le soulèvement algérien – © Leila Saadna

Notes

[1] Fatiha Ajbli, « Les Françaises musulmanes face à l'emploi. Le cas de pratiquantes voilées dans la métropole lilloise », thèse de doctorat, EHESS, 2011 ; Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte, 2013 ; Hanane Karimi, « Assignation à l'altérité radicale et chemins d'émancipation. Étude de l'agency de femmes musulmanes françaises », thèse de doctorat, Université de Strasbourg, 2018.

[2] D'après l'Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF), première enquête statistique réalisée en France sur ce thème, en 2000. Voir pour cela Maryse Jaspard, *Les Violences contre les femmes*, Paris, La Découverte, 2005.

[3] Sur le caractère transnational de l'islamophobie, voir G. Morgan et S. Poynting (dir.), *Global Islamophobia: Muslims and Moral Panic in the West*, Londres, Ashgate, 2012.

[4] Amélie Le Renard, *Femmes et espaces publics en Arabie saoudite*, Paris, Dalloz, 2011.

[5] Abir Kréfa, *Écrits, genre et autorités : enquête en Tunisie*, Lyon, ENS, 2019.

[6] Meyda Yegenoglu, *Colonial Fantasies: Towards a Feminist Reading of Orientalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

[7] Lila Abu Lughod, dir., *Remaking Women: Feminism and Modernity in the Middle East*,

Princeton, Princeton University Press, 1998.

[8] 1961 pour le Koweït.

[9] Robert Vitalis, *America's Kingdom: Mythmaking on the Saudi Oil Frontier*, Stanford, Stanford University Press, 2007.

[10] Né à la fin du xix^{e} siècle, dans le contexte des impérialismes européens, le réformisme religieux « prône une révision interne du phénomène islamique à la lumière des besoins nouveaux des sociétés modernes [...]. Dans le domaine juridique, le réformisme appelle à la reformulation de la doctrine par l'interprétation des sources révélées, le Coran et la Sunna, et affirme la nécessité de l'*ijtihâd* (l'effort législatif et interprétatif) » (Ben Achour Sana, « Les chantiers de l'égalité au Maghreb », IFRI, Policy paper, n° 13, 2013).

[11] Ou Women's Studies Institute.

[12] Ou Women and Memory Forum.